

Sur la proposition de Notre Ministre des Télécommunications et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. L'article 9, § 4, de l'arrêté royal du 22 juin 1998 fixant le cahier des charges pour le service de téléphonie vocale et la procédure relative à l'attribution des autorisations individuelles, modifié par l'arrêté royal du 8 juillet 1999, est remplacé par la disposition suivante :

"§ 4. L'opérateur veille à ce que tout abonné ait la possibilité, gratuitement et par un moyen simple, de mettre fin au renvoi automatique des appels par un tiers vers son terminal."

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 3. Notre Ministre des Télécommunications est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 5 septembre 2001.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Télécommunications,
R. DAEMS

Op de voordracht van Onze Minister van Telecommunicatie en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Artikel 9, § 4, van het koninklijk besluit van 22 juni 1998 tot vaststelling van het bestek van toepassing op de spraaktelefoon-dienst en de procedure inzake de toekenning van individuele vergunningen, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 8 juli 1999, wordt vervangen door de volgende tekst :

"§ 4. De operator ziet er op toe dat zijn abonnees kosteloos en op eenvoudige wijze de automatische doorschakeling van oproepen door een derde naar hun eindtoestel kunnen voorkomen."

Art. 2. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* het wordt bekendgemaakt.

Art. 3. Onze Minister van Telecommunicatie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 5 september 2001.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Telecommunicatie,
R. DAEMS

MINISTERE DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL

F. 2001 — 2788

[C — 2001/12912]

27 SEPTEMBRE 2001. — Arrêté royal fixant les modalités d'exécution des mesures de la réduction générale du temps de travail à 38 heures par semaine et de la réduction collective du temps de travail (1)

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 10 août 2001 relative à la conciliation entre l'emploi et la qualité de vie, notamment l'article 4, alinéa 6, l'article 8, § 2, alinéa 1^{er}, in fine, et alinéa 2, et § 3, alinéa 2, in fine, et l'article 9, alinéa 2, alinéa 3, in fine, et alinéa 4;

Vu la loi du 25 avril 1963 sur la gestion des organismes d'intérêt public de sécurité sociale et de prévoyance sociale, notamment l'article 15;

Vu l'urgence;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant que les dispositions des chapitres II et III de la loi précitée du 10 août 2001 concernant les mesures de la réduction générale du temps de travail à 38 heures par semaine et de la réduction collective du temps de travail entrent en vigueur respectivement le 1^{er} juillet 2001 et le 1^{er} octobre 2001 sur base de l'article 36, alinéas 1^{er} et 2, de cette même loi, et qu'en vertu de l'article 4, alinéa 4, et de l'article 8, § 4 de cette même loi, ces dispositions peuvent avoir des conséquences sur des faits déterminés qui se sont déjà produits avant ces dates d'entrée en vigueur; qu'en conséquence les modalités en matière de procédure et de contrôle ainsi que les modalités relatives aux conditions d'octroi des réductions de cotisations dont les employeurs peuvent bénéficier dans le cadre des mesures précitées doivent être déterminés immédiatement puisque, d'une part, les employeurs qui, depuis les dates précitées, peuvent faire appel à ces mesures et doivent déjà pouvoir préparer le dossier et les documents qu'ils devront présenter dans ce cadre, doivent en être informés à temps et que, d'autre part, les instances, institutions et organismes chargés de l'exécution de ces mesures doivent pouvoir être tenus à temps au courant de ces mesures afin de pouvoir prendre les mesures préparatoires pratiques nécessaires;

MINISTERIE VAN TEWERKSTELLING EN ARBEID

N. 2001 — 2788

[C — 2001/12912]

27 SEPTEMBER 2001. — Koninklijk besluit houdende vaststelling van de uitvoeringsmodaliteiten betreffende de maatregelen van de algemene arbeidsduurvermindering tot 38 uren per week en de collectieve arbeidsduurvermindering (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 10 augustus 2001 betreffende de verzoening van werkgelegenheid en kwaliteit van het leven, inzonderheid op artikel 4, zesde lid, artikel 8, § 2, eerste lid, in fine, en tweede lid, en § 3, tweede lid, in fine, en artikel 9, tweede lid, derde lid, in fine, en vierde lid;

Gelet op de wet van 25 april 1963 betreffende het beheer van de instellingen van openbaar nut voor sociale zekerheid en sociale voorzorg, inzonderheid op artikel 15;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen door de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de bepalingen van de hoofdstukken II en III van de voornoemde wet van 10 augustus 2001, die betrekking hebben op de maatregelen van de algemene arbeidsduurvermindering tot 38 uren per week en de collectieve arbeidsduurvermindering, op grond van artikel 36, eerste en tweede lid, van dezelfde wet respectievelijk op 1 juli 2001 en 1 oktober 2001 in werking treden en deze bepalingen, op grond van de artikelen 4, vierde lid, en 8, § 4, van dezelfde wet, gevolgen kunnen hebben op bepaalde feiten die zich reeds vóór die data van inwerkingtreding hebben voorgedaan; dat bijgevolg de nadere regelen inzake procedure en controle evenals de nadere regelen met betrekking tot de toekenningsvoorwaarden voor de bijdrageverminderingen die de werkgevers in het kader van de voornoemde maatregelen kunnen genieten, onverwijld moeten worden vastgesteld, daar de werkgevers, die vanaf de voormelde data beroep kunnen doen op deze maatregelen en die het dossier en de documenten moeten kunnen voorbereiden die zij in dit kader zullen moeten indienen, hierover tijdig moeten worden ingelicht, enerzijds, en de instanties, instellingen en organismen belast met de uitvoering van deze maatregelen hiervan tijdig op de hoogte moeten worden gebracht teneinde de nodige praktische voorbereidingen te kunnen treffen, anderzijds;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Emploi et de Notre Ministre des Affaires sociales,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — *Disposition préliminaire*

Article 1^{er}. Pour l'application de cet arrêté on entend par « loi du 10 août 2001 » : la loi du 10 août 2001 relative à la conciliation entre l'emploi et la qualité de vie.

CHAPITRE II. — *Procédure et surveillance*

Art. 2. L'introduction du système de réduction de la durée du travail et/ou de la semaine de quatre jours conformément aux dispositions des chapitres II et III de la loi du 10 août 2001 doit, pour pouvoir donner lieu à l'octroi des réductions de cotisations visées aux articles 4, 8 et 9 de cette loi, se faire au moyen d'une modification du règlement de travail conformément aux dispositions de la loi du 8 avril 1965 sur les règlements de travail.

Le règlement de travail ainsi modifié mentionne également :

- 1° la date d'entrée en vigueur du système;
- 2° le champ d'application du système; il est exigé que les travailleurs concernés soient être identifiables;
- 3° l'ampleur de la réduction de la durée du travail, les modalités concernant la réduction de la durée du travail et la manière selon laquelle elle sera concrètement réalisée et/ou les modalités relatives à la semaine de quatre jours et la manière selon laquelle celle-ci sera réalisée.

Art. 3. Lors de l'envoi du règlement de travail visé à l'article 2 et de ses modifications à l'Inspection des lois sociales du lieu où l'entreprise est établie, conformément à l'article 15, alinéa 5, de la loi du 8 avril 1965 précitée, l'employeur doit mentionner dans une notification écrite le fait qu'il souhaite faire usage des mesures concernant l'introduction d'un système de réduction de la durée du travail et/ou de la semaine de quatre jours prévu aux chapitres II et III de la loi du 10 août 2001.

Dans cette notification, l'employeur fournit également les informations suivantes au sujet du système de la réduction de la durée du travail et/ou de la semaine de quatre jours introduit par la modification du règlement de travail :

- 1° le champ d'application du système; le nombre prévu de travailleurs qui seront concernés par l'introduction du système doit être indiqué;
- 2° le régime de travail et la durée du travail qui étaient d'application avant l'introduction du système ainsi que le numéro d'enregistrement du règlement de travail attribué par l'Inspection des lois sociales qui était d'application au moment de l'introduction de ce régime;
- 3° l'ampleur de la réduction de la durée du travail, les modalités concernant la réduction de la durée du travail et la manière selon laquelle elle sera concrètement réalisée et/ou les modalités relatives à la semaine de quatre jours et la manière selon laquelle celle-ci sera réalisée; si la réduction de la durée du travail s'effectue en plusieurs étapes, les numéros d'enregistrement, attribués par l'Inspection des lois sociales, des différentes modifications du règlement de travail par lesquelles ces diverses étapes ont été réalisées, doivent également être mentionnés.

Cette notification doit se faire conformément au modèle déterminé par le ministre qui a l'Emploi et le Travail dans ses attributions.

Si différents systèmes de réduction de la durée du travail et/ou de la semaine de quatre jours sont introduits par une même modification du règlement de travail pour différentes divisions ou catégories de travailleurs de l'entreprise, une notification spécifique doit se faire pour chacune de ces divisions ou de ces catégories de travailleurs.

L'Inspection des lois sociales enregistre le règlement de travail et lui attribue un numéro d'enregistrement pour autant que le règlement de travail et la notification susmentionnée soient conformes aux dispositions de la loi du 10 août 2001 et de ses arrêtés d'exécution. Elle communique par écrit ce numéro d'enregistrement à l'employeur.

Op de voordracht van Onze Minister van Werkgelegenheid en van Onze Minister van Sociale Zaken,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

HOOFDSTUK I. — *Voorafgaande bepaling*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder « wet van 10 augustus 2001 » : de wet van 10 augustus 2001 betreffende de verzoening van werkgelegenheid en kwaliteit van het leven.

HOOFDSTUK II. — *Procedure en toezicht*

Art. 2. De invoering van het stelsel van arbeidsduurvermindering en/of van de vierdagenweek overeenkomstig de bepalingen van de hoofdstukken II en III van de wet van 10 augustus 2001 dient, om aanleiding te kunnen geven tot de toekenning van de bij de artikelen 4, 8 en 9, van die wet bedoelde bijdrageverminderingen, te geschieden middels een wijziging van het arbeidsreglement overeenkomstig de bepalingen van de wet van 8 april 1965 tot instelling van de arbeidsreglementen.

Het aldus gewijzigde arbeidsreglement vermeldt tevens :

- 1° de datum van inwerkingtreding van het stelsel;
- 2° het toepassingsgebied van het stelsel; de betrokken werknemers moeten identificeerbaar zijn;
- 3° de omvang van de arbeidsduurvermindering, de nadere regelen betreffende de arbeidsduurvermindering en de wijze waarop zij concreet zal worden gerealiseerd en/of de nadere regelen met betrekking tot de vierdagenweek en de wijze waarop deze zal worden gerealiseerd.

Art. 3. Bij de overzending van het bij artikel 2 bedoelde arbeidsreglement en de wijzigingen ervan aan de Inspectie van de sociale wetten van de plaats waar de onderneming gevestigd is, overeenkomstig artikel 15, vijfde lid, van de voornoemde wet van 8 april 1965, moet de werkgever in een schriftelijke kennisgeving melding maken van het feit dat hij gebruik wenst te maken van de maatregelen betreffende de invoering van een stelsel van arbeidsduurvermindering en/of van de vierdagenweek bepaald bij de hoofdstukken II en III van de wet van 10 augustus 2001.

In deze kennisgeving geeft hij tevens de volgende inlichtingen aangaande het stelsel van arbeidsduurvermindering en/of de vierdagenweek dat middels de wijziging van het arbeidsreglement wordt ingevoerd :

- 1° het toepassingsgebied van het stelsel; het voorziene aantal werknemers dat bij de invoering van het stelsel betrokken zal zijn, moet worden aangegeven;
- 2° de arbeidsregeling en de arbeidsduur die van toepassing waren vóór de invoering van het stelsel evenals het door de Inspectie van de sociale wetten toegekende registratienummer van het arbeidsreglement dat van toepassing was op het ogenblik van de invoering van die regeling;
- 3° de omvang van de arbeidsduurvermindering, de nadere regelen betreffende de arbeidsduurvermindering en de wijze waarop zij concreet zal worden gerealiseerd en/of de nadere regelen met betrekking tot de vierdagenweek en de wijze waarop deze zal worden gerealiseerd; indien de vermindering van de arbeidsduur in meerdere stappen is gebeurd, dienen tevens de door de Inspectie van de sociale wetten toegekende registratienummers van de verschillende wijzigingen van het arbeidsreglement waarbij die onderscheiden stappen werden gerealiseerd, te worden vermeld.

Deze kennisgeving moet overeenstemmen met het door de minister bevoegd voor Tewerkstelling en Arbeid bepaald model.

Indien bij eenzelfde wijziging van het arbeidsreglement voor verschillende afdelingen of werknemerscategorieën van de onderneming onderscheiden stelsels van arbeidsduurvermindering en/of vierdagenweek worden ingevoerd, dient voor elk van deze afdelingen of werknemerscategorieën een afzonderlijke kennisgeving te gebeuren.

De Inspectie van de sociale wetten registreert het arbeidsreglement en kent het een registratienummer toe, zo het arbeidsreglement en de voormelde kennisgeving in overeenstemming zijn met de bepalingen van de wet van 10 augustus 2001 en zijn uitvoeringsbesluiten. Zij deelt dit registratienummer schriftelijk mee aan de werkgever.

Art. 4. Dans les déclarations à la sécurité sociale relatives aux trimestres au cours desquels les réductions de cotisations visées aux articles 4, 8 et 9, de la loi du 10 août 2001 sont accordées, l'employeur doit renseigner :

1° le numéro d'enregistrement du règlement de travail, attribué par l'Inspection des lois sociales, par lequel le système en question de la réduction de la durée du travail et/ou la semaine de quatre jours est introduit;

2° les travailleurs concernés par le système introduit et par la réduction de cotisations;

3° la date d'entrée en vigueur du système;

4° et la durée hebdomadaire de travail des travailleurs à temps plein qui est d'application avant et après l'introduction du système de réduction de la durée du travail.

Si la réduction de la durée du travail s'est effectuée en plusieurs étapes, les numéros d'enregistrement attribués par l'Inspection des lois sociales pour les différentes modifications du règlement de travail par lesquelles ces diverses étapes ont été réalisées doivent également être mentionnés.

Art. 5. La procédure définie aux articles 2 à 4 doit être suivie chaque fois que l'entreprise procède à une modification du règlement de travail qui a trait ou peut avoir une influence sur le système de réduction de la durée du travail et/ou de la semaine de quatre jours pour lequel l'employeur bénéficie de réduction de cotisations.

CHAPITRE III. — Conditions d'octroi des réductions de cotisations

Section 1^{re}. — Réduction générale du temps de travail à 38 heures par semaine

Art. 6. Le système de réduction du temps de travail qui est introduit en application des dispositions du chapitre II de la loi du 10 août 2001 avant la date du 1^{er} janvier 2003, est irréversible.

Section 2. — Réduction collective du temps de travail

Art. 7. Pour les travailleurs à temps partiel dont la rémunération doit être adaptée suite à la réduction de la durée du travail qui est introduite conformément au § 1^{er} du même article et dont la durée du travail n'a pas été réduite, les réductions de cotisations prévues à l'article 8, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1° et 2°, de la loi du 10 août 2001 sont accordées proportionnellement à leur durée du travail.

Le montant de ces réductions de cotisations est déterminé pour eux en appliquant le mode de calcul suivant :

$$B = A \times \frac{D}{V}$$

dans lequel :

B = le montant de la réduction de cotisations qui est accordé pour le trimestre concerné pour le travailleur à temps partiel;

A = le montant de la réduction de cotisations qui est accordé pour le trimestre concerné pour les travailleurs à temps plein relevant de la catégorie de travailleurs à laquelle appartient le travailleur à temps partiel concerné;

D = la durée hebdomadaire de travail du travailleur à temps partiel indiquée dans la déclaration de sécurité sociale pour le trimestre concerné, après l'introduction de la réduction de la durée du travail pour les travailleurs à temps plein;

V = la durée hebdomadaire de travail des travailleurs à temps plein de la catégorie de travailleurs à laquelle appartient le travailleur à temps partiel indiquée dans les déclarations de sécurité sociale visées à l'article 4, après l'introduction de la réduction de la durée du travail pour les travailleurs à temps plein.

Art. 8. Pour l'application de l'article 9 de la loi du 10 août 2001, on entend par «semaine de quatre jours» : le régime dans lequel la durée hebdomadaire de travail est répartie soit sur quatre jours de travail par semaine, soit sur cinq jours de travail par semaine comportant trois jours de travail complets et deux demi-jours de travail. On entend par «demi-jour de travail» : au plus la moitié du nombre d'heures de travail qui est prévu dans l'horaire de celui des trois jours complets de travail qui comporte le plus d'heures de travail.

Art. 9. § 1^{er}. Les réductions de cotisations visées à l'article 8 de la loi du 10 août 2001 ne peuvent être à nouveau accordées pour une même réduction de la durée du travail et pour une même catégorie de travailleurs. Ces réductions de cotisations sont, le cas échéant, seulement accordées dans la mesure où une réduction ultérieure entraîne une réduction supplémentaire

Art. 4. In de aangiften voor de sociale zekerheid voor de kwartalen waarin de bij de artikelen 4, 8 en 9, van de wet van 10 augustus 2001 bedoelde bijdrageverminderingen worden toegekend, moet de werkgever melding maken van :

1° het door de Inspectie van de sociale wetten toegekende registratienummer van het arbeidsreglement waarbij het betrokken stelsel van arbeidsduurvermindering en/of van de vierdagenweek wordt ingevoerd;

2° de werknemers waarop het ingevoerde stelsel en de bijdragevermindering betrekking hebben;

3° de datum van inwerkingtreding van het stelsel;

4° en de wekelijkse arbeidsduur van de voltijdse werknemers die van toepassing is vóór en na de invoering van het stelsel van arbeidsduurvermindering.

Indien de vermindering van de arbeidsduur in meerdere stappen is gebeurd, dienen tevens de door de Inspectie van de sociale wetten toegekende registratienummers voor de verschillende wijzigingen van het arbeidsreglement waarbij die onderscheiden stappen werden gerealiseerd, te worden vermeld.

Art. 5. De in de artikelen 2 tot 4 bepaalde procedure dient te worden doorlopen telkenmale de onderneming overgaat tot een wijziging van het arbeidsreglement welke betrekking heeft op of een weerslag kan hebben op het stelsel van arbeidsduurvermindering en/of van de vierdagenweek waarvoor de werkgever bijdragevermindering geniet.

HOOFDSTUK III. — Toekenningsvoorwaarden voor de bijdragevermindering

Afdeling 1. — Algemene arbeidsduurvermindering tot 38 uren per week

Art. 6. Het stelsel van arbeidsduurvermindering dat in toepassing van de bepalingen van hoofdstuk II van de wet van 10 augustus 2001 vóór de datum van 1 januari 2003 wordt ingevoerd, is onomkeerbaar.

Afdeling 2. — Collectieve arbeidsduurvermindering

Art. 7. De bij artikel 8, § 1, eerste lid, 1° en 2°, van de wet van 10 augustus 2001 bepaalde bijdrageverminderingen worden voor de deeltijdse werknemers wier loon dient te worden aangepast ingevolge de arbeidsduurvermindering welke overeenkomstig § 1 van hetzelfde artikel werd ingevoerd en wier arbeidsduur niet werd verminderd, toegekend in verhouding tot hun arbeidsduur.

Het bedrag van deze bijdrageverminderingen wordt voor hen bepaald door toepassing van de volgende berekeningswijze :

$$B = A \times \frac{D}{V}$$

waarbij :

B = het bedrag van de bijdragevermindering dat voor het betrokken kwartaal wordt toegekend voor de deeltijdse werknemer;

A = het bedrag van de bijdragevermindering dat voor het betrokken kwartaal wordt toegekend voor de voltijdse werknemers van de werknemerscategorie waartoe de betrokken deeltijdse werknemer behoort;

D = de wekelijkse arbeidsduur van de deeltijdse werknemer die wordt opgegeven in de aangifte voor de sociale zekerheid voor het betrokken kwartaal, na de invoering van de arbeidsduurvermindering voor de voltijdse werknemers;

V = de wekelijkse arbeidsduur van de voltijdse werknemers van de werknemerscategorie waartoe de betrokken deeltijdse werknemer behoort, die wordt opgegeven in de aangiften voor de sociale zekerheid bedoeld bij artikel 4, na de invoering van de arbeidsduurvermindering voor de voltijdse werknemers.

Art. 8. Voor de toepassing van artikel 9 van de wet van 10 augustus 2001 wordt verstaan onder «vierdagenweek» : de regeling waarbij de wekelijkse arbeidsduur gespreid wordt hetzij over vier arbeidsdagen per week, hetzij over vijf arbeidsdagen per week welke drie volledige en twee halve arbeidsdagen inhouden. Onder «halve arbeidsdag» verstaat men : ten hoogste de helft van het aantal arbeidsuren dat voorzien wordt in het werkrooster van die van de drie volledige arbeidsdagen welke het hoogst aantal arbeidsuren omvat.

Art. 9. § 1. De bij artikel 8 van de wet van 10 augustus 2001 bedoelde bijdrageverminderingen kunnen niet opnieuw voor eenzelfde arbeidsduurvermindering en voor eenzelfde werknemerscategorie worden toegekend. Deze bijdrageverminderingen worden in voorkomend geval slechts toegekend in zoverre een latere arbeidsduurvermindering

de la durée du travail qui était d'application suite à la réduction de la durée du travail pour laquelle l'employeur a bénéficié de l'avantage pour la catégorie de travailleurs concernés.

§ 2. La réduction de cotisations visée à l'article 9 de la loi du 10 août 2001 ne peut être à nouveau accordée pour une même catégorie de travailleurs.

Section 3. — Dispositions communes

Art. 10. La date d'entrée en vigueur du système de réduction de la durée du travail et/ou de la semaine de quatre jours qui a été introduit en application des dispositions des chapitres II et III de la loi du 10 août 2001 ne peut pas précéder la date à laquelle le numéro d'enregistrement qui est attribué par l'Inspection des lois sociales au règlement de travail, modifié à cet effet, est communiqué par écrit à l'employeur conformément à l'article 3, alinéa 4.

Art. 11. Pour le calcul des réductions de cotisations visées aux articles 4, 8 et 9, de la loi du 10 août 2001, est pris en compte le nombre de travailleurs qui, à la fin du trimestre concerné, est occupé dans la catégorie de travailleurs sur laquelle porte le système introduit de réduction de la durée du travail et/ou de la semaine de quatre jours.

Art. 12. Les réductions de cotisations visées aux articles 4, 8 et 9, de la loi du 10 août 2001 sont estimées être définitivement accordées lorsqu'il est établi que l'employeur a satisfait à toutes les conditions prévues par ou en vertu de la même loi. Jusqu'à ce moment-là, elles sont seulement accordées provisoirement.

Section 4. — Dispositions particulières

Art. 13. Les employeurs auxquels, conformément aux dispositions des articles 4, alinéa 4, in fine, et 8, § 4, de la loi du 10 août 2001, s'applique une convention collective de travail qui a été conclue respectivement entre le 1^{er} janvier 2001 et le 30 juin 2001, en ce qui concerne la mesure de la réduction générale du temps de travail à 38 heures par semaine, et entre le 1^{er} janvier 2001 et le 30 septembre 2001, en ce qui concerne la réduction collective du temps de travail, et qui prévoit un système de réduction de la durée du travail qui a fait l'objet d'une modification du règlement de travail appliquée entre les dates précitées, doivent indiquer, dans la notification à l'Inspection des lois sociales visée à l'article 3 et dans les déclarations à la sécurité sociale visées à l'article 4, la date de cette convention collective de travail ainsi que l'organe paritaire compétent, s'il s'agit d'une convention collective de travail conclue au sein d'un organe paritaire, ou le numéro d'enregistrement attribué par le greffe de l'Administration de relations collectives de travail du Ministère de l'Emploi et du Travail, s'il s'agit d'une convention collective de travail conclue en dehors d'un organe paritaire.

Cette notification se fait conformément au modèle déterminé par le ministre qui a l'Emploi et le Travail dans ses attributions.

Art. 14. L'article 10 n'est pas d'application aux employeurs visés à l'article 13.

CHAPITRE IV. — Entrée en vigueur

Art. 15. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} juillet 2001, en ce qui concerne l'exécution des dispositions du chapitre II de la loi du 10 août 2001, et entre en vigueur le 1^{er} octobre 2001, en ce qui concerne l'exécution des dispositions du chapitre III de la même loi.

Art. 16. Notre Ministre de l'Emploi et Notre Ministre des Affaires sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 27 septembre 2001.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de l'Emploi,
Mme L. ONKELINX

Le Ministre des Affaires sociales,
F. VANDENBROUCKE

—
Note

(1) Références au *Moniteur belge* :
Loi du 25 avril 1963, *Moniteur belge* du 25 juillet 1963.
Loi du 10 août 2001, *Moniteur belge* du 15 septembre 2001.

een verdere vermindering betekent van de arbeidsduur die van toepassing was ingevolge de arbeidsduurvermindering waarvoor de werkgever het voordeel voor de betrokken werknemerscategorie reeds genoten heeft.

§ 2. De bij artikel 9 van de wet van 10 augustus 2001 bedoelde bijdragevermindering kan niet opnieuw voor eenzelfde werknemerscategorie worden toegekend.

Afdeling 3. — Gemeenschappelijke bepalingen

Art. 10. De datum van inwerkingtreding van het stelsel van arbeidsduurvermindering en/of van de vierdagenweek dat in toepassing van de bepalingen van de hoofdstukken II en III van de wet van 10 augustus 2001 wordt ingevoerd, mag niet voorafgaan aan de datum waarop het registratienummer, dat door de Inspectie van de sociale wetten aan het daartoe gewijzigde arbeidsreglement wordt toegekend, overeenkomstig artikel 3, vierde lid, schriftelijk aan de werkgever wordt meegedeeld.

Art. 11. Voor de berekening van de bij de artikelen 4, 8 en 9, van de wet van 10 augustus 2001 bedoelde bijdrageverminderingen, wordt het aantal werknemers dat op het einde van het betrokken kwartaal is tewerkgesteld in de werknemerscategorie waarop het ingevoerde stelsel van arbeidsduurvermindering en/of van de vierdagenweek betrekking heeft, in aanmerking genomen.

Art. 12. De bij de artikelen 4, 8 en 9, van de wet van 10 augustus 2001 bedoelde bijdrageverminderingen worden geacht definitief te zijn toegekend wanneer vaststaat dat de werkgever aan alle daartoe door of krachtens dezelfde wet bepaalde voorwaarden heeft voldaan. Tot op dat ogenblik zijn zij slechts voorlopig toegekend.

Afdeling 4. — Bijzondere bepalingen

Art. 13. De werkgevers waarop, overeenkomstig de bepalingen van de artikelen 4, vierde lid, in fine en 8, § 4, van de wet van 10 augustus 2001, een collectieve arbeidsovereenkomst van toepassing is die tussen 1 januari 2001 en 30 juni 2001, wat de maatregel van de algemene arbeidsduurvermindering tot 38 uren per week betreft, respectievelijk tussen 1 januari 2001 en 30 september 2001, wat de maatregel van de collectieve arbeidsduurvermindering betreft, werd gesloten en die een stelsel van arbeidsduurvermindering voorziet dat het voorwerp heeft uitgemaakt van een wijziging van het arbeidsreglement, die tussen de voornoemde data van toepassing is, dienen in de bij artikel 3 bedoelde kennisgeving aan de Inspectie van de sociale wetten en de bij artikel 4 bedoelde aangiften voor de sociale zekerheid tevens melding te maken van de datum van deze collectieve arbeidsovereenkomst evenals van het bevoegd paritair orgaan, zo het een collectieve arbeidsovereenkomst gesloten binnen een paritair orgaan betreft, of van het registratienummer dat werd toegekend door de griffie van de Administratie van de collectieve arbeidsbetrekkingen bij het Ministerie van Teverkstelling en Arbeid, zo het een collectieve arbeidsovereenkomst gesloten buiten een paritair orgaan betreft.

Deze kennisgeving moet overeenstemmen met het door de minister bevoegd voor Teverkstelling en Arbeid bepaald model.

Art. 14. Artikel 10 is niet van toepassing op de bij artikel 13 bedoelde werkgevers.

HOOFDSTUK IV. — Inwerkingtreding

Art. 15. Dit besluit treedt in werking met ingang van 1 juli 2001 wat de uitvoering van de bepalingen van hoofdstuk II van de wet van 10 augustus 2001 betreft, en op 1 oktober 2001 wat de uitvoering van de bepalingen van hoofdstuk III van dezelfde wet betreft.

Art. 16. Onze Minister van Werkgelegenheid en Onze Minister van Sociale Zaken zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 27 september 2001.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Werkgelegenheid,
Mevr. L. ONKELINX

De Minister van Sociale Zaken,
F. VANDENBROUCKE

—
Nota

(1) Verwijzingen naar het *Belgisch Staatsblad* :
Wet van 25 april 1963, *Belgisch Staatsblad* van 25 juli 1963.
Wet van 10 augustus 2001, *Belgisch Staatsblad* van 15 september 2001.